

**Mémoire pour les consultations prébudgétaires  
préalables au budget 2019**

**Par : Chitra Ramaswami, Ph. D.**

## ***Recommandations***

- **Recommandation 1 : Que le gouvernement adopte un calendrier clair pour augmenter l'Aide publique au développement jusqu'à l'objectif de l'OCDE de 0,7 % du revenu national brut (RNB).**
- **Recommandation 2 : Que le gouvernement alloue les fonds appropriés, tel que recommandé dans le cadre de la Réunion de haut niveau sur la tuberculose des Nations Unies en septembre 2018, aux soins de santé intégrés, à la recherche et au développement accélérés et à tout autre secteur considéré comme essentiel pour l'éradication de la tuberculose à l'échelle mondiale.**
- **Recommandation 3 : Que le gouvernement renforce et approfondisse sa Politique d'aide internationale féministe en concentrant le financement sur les besoins en matière de santé et d'éducation des filles, en particulier des adolescentes.**
- **Recommandation 4 : Que le gouvernement surveille et produise des rapports sur les activités de l'Institution de financement du développement créé en 2017 pour s'assurer qu'elles sont conformes aux objectifs de développement durable (ODD) et à la Politique d'aide internationale féministe.**

## **Recommandation 1 : Que le gouvernement adopte un calendrier clair pour augmenter l'Aide publique au développement jusqu'à l'objectif de l'OCDE de 0,7 % du revenu national brut (RNB).**

Notre niveau d'aide n'a jamais atteint l'objectif de l'OCDE de 0,7 % du RNB. En 2017, le budget de l'aide au développement n'était que de 0,26 % du RNB, soit moins de la moitié de l'objectif, et en dessous de la moyenne de l'OCDE.

Le Comité des finances a recommandé l'an dernier une augmentation substantielle de l'aide internationale. Cependant, le budget de 2018 prévoyait une légère augmentation de l'aide internationale, ce qui est à peine suffisant pour suivre les augmentations prévues du RNB.

Les aspirations internationales du Canada, y compris une éventuelle candidature à un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies, exigent des mesures fermes pour que le Canada figure plus haut sur la liste des pays donateurs internationaux.

## **Recommandation 2 : Que le gouvernement alloue les fonds appropriés, tel que recommandé dans le cadre de la Réunion de haut niveau sur la tuberculose des Nations Unies en septembre 2018, aux soins de santé intégrés, à la recherche et au développement accélérés et à tout autre secteur considéré comme essentiel pour l'éradication de la tuberculose à l'échelle mondiale.**

La tuberculose est une maladie transmise par l'air qui ne respecte pas les frontières internationales. C'est aussi le plus grand tueur infectieux aujourd'hui, faisant plus de victimes que le VIH et le paludisme réunis. Chaque année, 10,4 millions d'êtres humains contractent la tuberculose et 1,7 million en meurent. Pour ajouter à la souffrance humaine, on observe des répercussions économiques importantes, car la tuberculose affecte ceux qui sont dans leurs années les plus productives. Enfin, la tuberculose est l'épicentre de la crise de la résistance aux antimicrobiens, les outils de diagnostic et la mise au point de médicaments accusant un retard considérable par rapport aux besoins. L'éradication de cette maladie doit être une priorité absolue pour les gouvernements du monde entier.

Les Canadiens vivant dans le Nord connaissent des taux de tuberculose comparables à ceux des régions les plus pauvres du monde, ce qui nous place dans une position unique pour mener une action coordonnée à l'échelle mondiale. À tout le moins, le gouvernement doit assumer sa part des recommandations issues de la prochaine Réunion de haut niveau sur la tuberculose des Nations Unies. Le gouvernement doit être prêt à fournir non seulement une aide internationale accrue pour le contrôle de la tuberculose, mais aussi un financement national accru pour la recherche et le développement afin d'améliorer les outils de diagnostic et de produire de meilleurs médicaments. Il s'agira d'un secteur critique de croissance dans les industries de la santé et des produits pharmaceutiques, et le Canada doit être bien positionné pour en tirer parti.

### **Recommandation 3 : Que le gouvernement renforce et approfondisse sa Politique d'aide internationale féministe en concentrant le financement sur les besoins en matière de santé et d'éducation des filles, en particulier des adolescentes.**

Il est désormais largement admis que l'éducation des filles est essentielle au développement d'une nation. Les filles instruites sont en meilleure santé et moins susceptibles de devenir mariées et mères adolescentes. Elles sont plus enclines à adopter des comportements sains et leurs enfants, à leur tour, sont mieux nourris et en meilleure santé.

Lors de la réunion du G7 à Charlevoix, au Québec, le gouvernement canadien s'est engagé à soutenir l'éducation des filles dans les situations de crise. C'est une promesse importante qui doit être financée. En même temps, il y a d'autres aspects de l'éducation qui méritent notre attention.

- Une forte baisse de la fréquentation scolaire des filles se produit entre le primaire et le secondaire. Les changements physiques, l'insécurité, les installations sanitaires inadéquates et les attitudes patriarcales se combinent pour garder les filles à la maison après la puberté. C'est aussi le moment où les filles sont susceptibles de souffrir de maladies telles que l'anémie qui auront un impact non seulement sur leur santé, mais aussi sur celle de leurs futurs enfants. Le financement de l'éducation nécessite des investissements complémentaires dans les domaines de la nutrition, de l'hygiène et de l'assainissement. Ces investissements porteront leurs fruits. L'école secondaire ouvre le monde de l'apprentissage aux filles, leur permettant d'explorer leurs capacités humaines et de procurer des avantages économiques pour leurs familles et pour le monde.
- Si la fréquentation scolaire et l'achèvement des études sont des objectifs fondamentaux, la qualité de l'éducation est tout aussi importante. Pour atteindre les objectifs en matière de littératie et de numératie, il faut investir davantage dans l'innovation, la formation des enseignants et la technologie, ce qui exige un partenariat et le soutien de la communauté internationale des donateurs.

### **Recommandation 4 : Que le gouvernement surveille et produise des rapports sur les activités de l'Institution de financement du développement, créé en 2017, pour s'assurer qu'elles sont conformes aux objectifs de développement durable (ODD) et à la Politique d'aide internationale féministe.**

Les institutions de financement du développement (IFD) ne peuvent être considérées comme un substitut à l'augmentation de l'aide au développement. Les prêts des IFD profitent principalement aux pays à revenu intermédiaire — ce qui n'est pas surprenant, puisqu'ils ont la capacité de s'endetter. Les pays les plus pauvres, en particulier ceux qui sont touchés par des conflits ou des catastrophes naturelles, ont besoin de subventions d'aide étrangère. Les investissements dans les services sociaux, parce qu'ils ne produisent pas un rendement économique mesurable, sont également plus susceptibles d'exiger des subventions. La réalisation des ODD dans ces domaines exigera nécessairement une augmentation de l'aide publique au développement.

Étant donné que l'objectif de l'IFD est de combler l'écart entre l'aide internationale et les besoins de financement des ODD, le test de son efficacité est de savoir si elle puise dans un financement qui permet d'atteindre cet objectif. Les activités de l'institution doivent être surveillées et le public doit être informé.